



Collombert

L'OR ET LE VIETNAM

JACQUES MALTERRE

Le Président Johnson vient de perdre une bataille importante ; de même que les gouvernements français affirmaient de 1955 à 1958 que la guerre d'Algérie ne pouvait pas avoir de graves influences sur la situation intérieure française, de même il voulait croire et faire croire que la guerre du Vietnam pouvait être poursuivie sans que la solidité intérieure et internationale des Etats-Unis en soit ébranlée. Comme Wilson qui avait aussi parié qu'il pouvait maintenir l'héritage conservateur dans le monde. Johnson a perdu son pari. La réalité économique et monétaire ne pardonne l'erreur d'aucun gouvernement : le prestige des Etats-Unis est réduit dans le monde entier, le dollar symbole de sa puissance a été refusé comme moyen de paiement ;

le gouvernement de Washington ne s'en sort, provisoirement, qu'en sollicitant le concours du dernier carré de ses alliés inconditionnels et en jouant de l'effroi qu'éprouvent les milieux capitalistes devant l'échec américain en Extrême-Orient et la disparition d'un ordre économique international fait à leur convenance.

Dans cette affaire le moindre des paradoxes n'est pas que ce sont justement des capitalistes détenteurs de grosses fortunes et sans doute des américains eux-mêmes qui ont porté les coups décisifs contre le système qui favorisait l'expansion du capitalisme.

En achetant de l'or avec l'espoir que le prix de celui-ci serait bientôt augmenté officielle-

ment par rapport au dollar, ils ont obligé les Etats-Unis à puiser dans leurs réserves de métal précieux pour satisfaire la demande mondiale. Au rythme où se faisaient ces achats, les stocks américains diminuaient rapidement. Ceci, qui était connu de tout le monde, renforçait les spéculateurs dans l'idée que le dollar devrait être dévalué, c'est-à-dire que son prix exprimé en poids d'or allait baisser, d'où de nouvelles vagues d'achats.

Les autorités monétaires américaines ont donc dû convoquer les gouverneurs des grandes banques occidentales pour leur demander de cesser de vendre de l'or au cours fixé par les Américains eux-mêmes. Désormais il n'y a plus de lien réel entre le dollar et l'or.

Mais en même temps les Américains ont dû promettre de faire ce à quoi ils ne s'étaient jamais résolu : limiter le déficit de leur balance des paiements. Etrange retour des choses ! Alors que depuis 15 ans, les U.S.A. créanciers du monde imposaient à leurs débiteurs, surtout les pays sous-développés, de revenir à une « saine gestion de leurs affaires économiques », ce sont les nouveaux créanciers, c'est-à-dire les pays européens qui donnent des « conseils » aux dirigeants de Washington.

*
**

La crise actuelle revêt donc trois aspects, elle est à la fois monétaire, économique et politique.

La crise est monétaire. Cela signifie que la monnaie qui servait de base aux transactions internationales, que chacun considérait comme un instrument absolument sûr de placement, que chacun acceptait en règlement des dettes est désormais l'objet d'une méfiance générale. Chacun, particulier ou Etat, voudrait en avoir le moins possible et cherche donc à s'en débarrasser

C'est là un coup très dur pour les U.S.A. car depuis 15 ans la confiance dans le dollar était

à la fois la conséquence et la cause de la puissance américaine dans le monde occidental.

La conséquence parce que personne ne mettait en doute le fait que la monnaie d'un pays aussi puissant que les U.S.A. était une monnaie sûre. La cause parce que grâce à cette confiance les U.S.A. pouvaient régler le déficit de leur balance des paiements dans leur propre monnaie.

Depuis plusieurs années les Américains auraient dû « sortir » 5 milliards d'or chaque année, en fait les pays créanciers faisaient confiance et acceptaient de ne pas être payés en or ; ils gardaient leurs créances sur les Etats-Unis ; ils avaient donc des dollars.

Depuis 5 ans la cause fondamentale de ce déficit c'est la guerre du Vietnam ; celle-ci occasionne des dépenses américaines énormes à l'étranger et en même temps, elle oblige les U.S.A. à acheter beaucoup de choses à l'étranger également, tandis que les exportations américaines sont freinées du fait de la très forte demande de produits à l'intérieur.

Nous l'avons déjà dit, sans la guerre du Vietnam il n'y aurait pas eu de crise monétaire ; mais aussi sans l'acceptation du dollar comme monnaie universelle les gouvernements américains auraient été obligés ou de cesser la guerre, ou comme de Gaulle pour l'Algérie en 1958, de la faire payer au peuple américain.

*
**

La crise va donc être aussi une crise économique. Désormais obligés de faire effort pour limiter leur déficit extérieur les Américains vont devoir comme Wilson faire des économies budgétaires et augmenter les impôts ; ils vont renchérir le crédit, limiter les hausses de salaire, diminuer la construction de logements, réduire leur aide civile à l'étranger, freiner leurs investissements hors des U.S.A.

Toutes ces mesures auront des effets défa-

vorables pour le commerce mondial ; d'autres pays vont en sentir le contre-coup qui s'ajoutera aux conséquences de la politique restrictive de Wilson.

Dans le même temps les Américains vont s'efforcer de convaincre leurs amis européens d'accroître leur activité pour accélérer leurs achats aux U.S.A. ; ils voudraient en particulier que la C.E.E. abaisse rapidement les droits de douanes appliqués aux produits américains alors que ces derniers ne feraient rien de tel en faveur des produits européens.

Si les Européens acceptaient ces demandes cela permettrait à Johnson de poursuivre sa politique en Extrême-Orient pendant encore longtemps sans imposer de trop gros sacrifices aux citoyens américains ; si ils ne le font pas, ou le font mollement alors le gouvernement américain, pris dans l'engrenage, devra accentuer la mobilisation des forces économiques et imposer le dirigisme des prix et des salaires. Les U.S.A. entreront dans l'économie de guerre et la réélection de Johnson serait le signal d'une évolution encore plus rapide dans ce sens.

*
**

Mais la crise actuelle est aussi politique ; l'apparition de nouveaux candidats contre Johnson ; la dégradation de sa popularité, son échec relatif à la première élection primaire, l'accroissement du mouvement de protestations aux U.S.A. même sont autant de signes d'une inquiétude que les revers américains ont suscité et que la perte de prestige a encore renforcé.

Mais de la contestation morale contre une guerre odieuse, l'opposition à la politique de Johnson s'étend aujourd'hui à des milieux que la morale inquiète peu mais qui redoutent de voir la puissance capitaliste plus affaiblie par la poursuite de l'agression au Vietnam que par l'arrêt des combats et la négociation.

Hors des Etats-Unis la crise internationale revêt également un aspect politique parce qu'elle accuse les divergences entre ceux qui avaient besoin du calme international pour trouver des lignes d'accord.

Plusieurs des partenaires de la France dans la C.E.E. pouvaient être sensibles à ses arguments contre l'usage abusif que les U.S.A. faisaient de leur situation de puissance économique dominante et de son instrument le dollar ; l'idée d'une concertation européenne pouvait progresser ; mais devant la remise en cause des fondements de l'ordre capitaliste international les représentants de ce pays n'ont pas hésité à courir à Washington pour resserrer les liens avec le garant de cet ordre

Dans cette situation les hommes de gauche ne devraient pas mêler leur voix à celles des tenants d'un système qui jurait contre toute initiation socialiste. Ils ne peuvent non plus se réjouir des difficultés que la crise va provoquer en maints pays pour les travailleurs.

Leur réflexion ne peut donc s'orienter que dans trois directions. D'abord il faut cesser d'avoir peur de dire des vérités sur le contrôle nécessaire des mouvements de capitaux. Quand le P.C. et la F.G.D.S. suggèrent par une « petite phrase » qu'un gouvernement de gauche se devait de prendre des mesures pour empêcher les détenteurs de capitaux de saboter une expérience de gauche, ils n'ont qu'un tort qui est de ne pas le dire plus explicitement. Il n'est plus possible de laisser les choix nationaux à la merci de la spéculation.

Ensuite il faudra bien reconstituer un système de paiements internationaux. Celui-ci devrait reposer sur un organe de crédit qui ne serait plus dominé par une ou deux puissances, mais que devrait être régi par des représentants de tous les pays en prenant en considération les véritables capacités de développement donc de solvabilité réelle plus que les stocks monétaires.

Enfin la crise internationale et l'attitude de nombreux pays européens devraient ouvrir les yeux à ceux qui croient encore qu'il y aurait dans une Europe politique une large majorité pour définir une attitude commune à l'encontre des objectifs actuels de la politique mondiale des Etats-Unis ou même en faveur d'une pression conjuguée pour obliger ceux-ci à revenir à une politique libérale et anticolonialiste qui a été la leur à plusieurs reprises au cours de leur histoire.

La gauche n'a plus le monopole, si elle l'a jamais eu, des erreurs monétaires, dans la mesure où elle veut changer les choses elle devra faire de la monnaie l'instrument d'une politique cohérente ; elle est peut-être seule à pouvoir y parvenir. □